



Ce document est une synthèse partielle de la vision de la **Marche Mondiale des Femmes** sur le contexte international, rédigé comme contribution aux préparations de la **Rencontre Internationale**, qui aura lieu les **29, 30 et 31 octobre 2021**. Des aspects régionaux plus détaillés seront ajoutés, en fonction des processus de préparation dans chaque région.

Une brève caractérisation du contexte actuel

Le contexte international est marqué par une offensive conservatrice et néolibérale sur la vie, les territoires et le travail. Ces dernières années, dans la plupart des pays, il y a eu l'imposition d'une austérité budgétaire qui démantèle et empêche les politiques de redistribution et de bien-être, renforçant le pouvoir du marché sur toutes les sphères de la vie. Cette offensive néolibérale attaque même les démocraties libérales, renforce l'autoritarisme et le conservatisme, intensifiant le contrôle sur les peuples, en particulier les femmes, les noirs, les peuples autochtones et les migrants en général.

L'extrême droite utilise la déconstitution de la politique comme un outil pour tirer parti de sa croissance dans une situation de crise des partis du centre et/ou de droite. L'un des thèmes récurrents est la bravade critique de la corruption, qui a déjà abouti à l'élection, en de nombreux endroits, de personnalités considérées comme « anti-politiques », qui exposent des discours nationalistes et conservateurs, tout en développant efficacement des politiques absolument néolibérales. Il y a une intensification du fascisme et du racisme, le contrôle de la sexualité et du corps des femmes, la criminalisation des corps dissidents. Il y a eu des attaques et des coups aux gouvernements avec des projets plus distributifs, l'approfondissement des guerres hybrides, une plus grande offensive dans les blocus économiques, tels que la taxe sur le Venezuela et Cuba.

Les grands gagnants de ce modèle sont les sociétés transnationales et le système financier où se concentre le pouvoir de la bourgeoisie. Les grands groupes économiques accumulent tous les bénéfices générés, de l'extraction des matières premières à la production et à la distribution de biens et de services. Le pouvoir des entreprises contrôle la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, l'Organisation Mondiale du Commerce et, de plus en plus, l'Organisation des Nations Unies, et il dispose de nombreux instruments pour mettre les États et leurs ressources au service des profits et non de la vie des peuples. Les traités de

libre-échange et d'investissement et les paquets « d'aide » qui endettent les États et conditionnent leurs politiques en sont de bons exemples.

Cette dynamique du système capitaliste cherche des réponses à l'épuisement progressif du néolibéralisme et aux pertes de taux de profit. Le capital avance violemment sur les territoires, insérant davantage de parties de la nature dans le circuit de financérisation. Il y a un fort investissement de capital d'entreprise basé sur l'acquisition de dettes qui, si elles retardent leur reprise sur le marché financier, augmentent. Cela produit un marché boursier spéculatif, ce qui provoque une instabilité et une faiblesse dans les économies dépendantes en raison des capitaux dits volatils. L'endettement des pays du Sud les place dans une situation extrêmement difficile, ce qui en Afrique s'ajoute encore à la confrontation avec le terrorisme, comme au Mali, au Burkina Faso et au Mozambique. Toutes les économies dépendantes souffrent de l'impact de cette volatilité qui, à l'heure actuelle, s'accompagne d'une nouvelle géographie de l'industrie. Cela augmente la productivité avec le travail de masse à bas salaires et avec le développement de la haute technologie. Les pays asiatiques comme la Chine, la Thaïlande, les Philippines et le Bangladesh connaissent des catastrophes provoquées dans leurs ateliers, comme l'effondrement du bâtiment Rana Plaza le 24 avril 2013, qui a entraîné la mort de centaines de travailleurs et travailleuses. Une partie de cette dynamique sont des changements importants dans la géopolitique, identifiés comme la concurrence américano-chinoise, qui doivent également être vus à partir du renforcement économique du bloc appelé Eurasie.

Les entreprises technologiques et l'internet sont ceux qui s'enrichissent le plus des données produites par les personnes dans leur vie quotidienne, soit lorsqu'elles sont connectées par des téléphones mobiles et des réseaux sociaux, soit dans des villes pleines de capteurs dans des caméras de surveillance et dans des territoires ruraux cartographiés par des entreprises agroalimentaires, qui numérisent leurs formes de contrôle dans ce qu'on appelle « l'agriculture 4.0 ». Bayer-Monsanto reste le précurseur de cette attaque permanente contre la production paysanne. Aujourd'hui, 80 % des données extraites, stockées et analysées dans le monde sont la propriété de cinq grandes entreprises qui déterminent la surveillance, le contrôle et la précarité du travail : Microsoft, Apple, Alphabet (Google), Amazon et Facebook. Ces entreprises, à leur tour, investissent de manière significative dans d'autres entreprises-plates-formes, qui sont les applications.

La relation des entreprises avec les gouvernements révèle le maintien et la mise à jour du colonialisme entre les pays du Nord et du Sud. Nous voyons l'offensive des sociétés transnationales pour détruire les démocraties, provoquer une déstabilisation politique et sociale, aggraver la pauvreté et l'autoritarisme qui accompagne l'autoritarisme de marché. Pour assurer cette dynamique, les accords de libre-échange et d'investissement actualisent les relations coloniales d'exploitation des territoires.

Ce sont des relations qui s'articulent pour contrôler les êtres et leurs modes de vie de manière de plus en plus violente, de l'agro-business et de l'agro-industrie, des produits pharmaceutiques, des nouvelles technologies de données et de l'intelligence artificielle. Avec le contrôle des stratégies de communication et de marketing, les entreprises s'approprient les agendas des mouvements et usurpent notre langage pour dissimuler leurs projets de mort.

Les projets touchent les territoires non seulement sous le nom des sociétés transnationales, mais aussi des ONGs alignées sur le discours du capitalisme vert et ses logiques compensatoires de préservation de l'environnement. La logique opérée aujourd'hui est que, plus la nature est rare, plus les sols sont pauvres, plus la valeur des titres « verts » négociés sur le marché financier est élevée. Mais plus grand devient aussi

le conflit pour la souveraineté alimentaire en vertu de l'offensive de l'agro-industrie et de l'industrie des supermarchés, encouragée par des organisations internationales telles que l'ONU. Dans la pandémie, nous avons vu l'appropriation du débat sur l'alimentation saine par le néolibéralisme et ses grandes chaînes au détriment de la dévaluation de l'agriculture paysanne et familiale. Ils échangent des personnes contre des machines, et ceux ou celles qui travaillent encore sur le terrain le font de manière informelle, intermittente, dangereuse, avec des risques élevés pour la santé dus à l'exposition aux pesticides.

La façon dont nous mangeons est contestée et a été de plus en plus transformée par une logique qui doit être toujours plus confortable, rapide et traitée. L'agroécologie devient nécessaire comme pari, pratique, science et mouvement des femmes et des paysannes. Avec l'agroécologie, nous parions sur des savoirs, des technologies, des façons d'habiter et de prendre soin les uns des autres qui s'établissent en relation avec l'interdépendance et l'écodépendance non régie par l'exploitation du capital.

Les sociétés transnationales sont également responsables de l'augmentation de la perte de biodiversité en déterminant quelles espèces, variétés ou parties de plantes ont une valeur marchande et seront utilisées. De plus, la monoculture rend le sol irréalizable pour la plantation d'autres cultures. Dans les villes, il y a un processus généralisé de gentrification, d'attaque et même des endroits où il y avait déjà une large conquête du droit au logement, comme dans les pays européens.

Dans la chaîne d'approvisionnement en vêtements, par exemple, la violence des entreprises contre la vie est visible dès la monoculture qui cultive le coton, dans les couloirs logistiques qui dépouillent les peuples et envahissent les terres indigènes et ancestrales, jusqu'aux conditions de travail précaires dans les grands magasins. Les chaînes d'approvisionnement capitalistes sont des chaînes de mort et de destruction, et cela ne se limite pas à l'industrie du vêtement.

Pour elles, le féminisme et la défense de la nature deviennent une manière de peindre le capitalisme en violet ou en vert. Surtout maintenant, avec la pandémie et la prise de conscience mondiale du changement climatique, ils essaient de vendre de fausses alternatives et solutions, alors que ce qu'ils veulent vraiment, c'est continuer à créer des bénéfices.

Le contrôle, la surveillance, la précarité et la dévaluation des salaires sont les résultats de l'attaque contre la protection sociale. Les entreprises en profitent pour imposer de nouvelles formes d'organisation du travail : le travail à domicile, avec les ressources des travailleurs et des travailleuses, les inégalités d'accès aux ressources pour travailler à domicile et les inégalités dans la protection de ceux et celles qui ne peuvent pas travailler à domicile, en plus de promouvoir le discours de l'entrepreneuriat comme une fausse solution d'autonomie financière.

Pour assurer ses politiques, la droite augmente la militarisation et les outils de contrôle de l'État avec l'augmentation de la surveillance sociale, l'interdiction des manifestations, la criminalisation des mouvements sociaux, l'interdiction des actions communautaires et le renforcement des systèmes policiers et militaires dans les zones frontalières, ce qui entraîne une intensification des conflits.

Le racisme et la criminalisation de l'immigration ont un fort impact sur les peuples et communautés traditionnels, tels que les populations autochtones et noires, ainsi que sur les femmes migrantes. Les violences sont multiples dans la dynamique de migration et de refuge, tant pour ceux qui parviennent à rester dans le pays d'arrivée que pour ceux qui sont extradés. De nombreuses personnes sont expulsées de force du pays vers lequel elles ont émigré, et chaque expulsion entraîne une séparation brutale d'une famille ou d'une communauté.

Les attaques contre le corps des femmes imbriquent ces différentes dimensions, telles que la restriction aux territoires, l'augmentation de la violence et du contrôle, l'imposition de normes et la maximisation de

la consommation et aussi la discipline continue, toujours marquée par les relations de classe et de race. Dans le cadre de ces mécanismes de contrôle, nous avons la permanence et la mise à jour des valeurs conservatrices, dont beaucoup sont religieuses et patriarcales, dans le monde entier. Cette nouvelle vague conservatrice contrôle la liberté et l'autonomie des femmes et nous impose la responsabilité exclusive du travail domestique et des soins, alors que les politiques publiques de reproduction sociale sont démantelées.

Dans les territoires du Kurdistan, du Liban, du Maroc, de la Palestine et de la Tunisie, l'oppression contre les femmes et leurs peuples prend la forme de l'apartheid et de la colonisation, de la restriction des droits politiques et de la citoyenneté, des déplacements forcés et de la spéculation immobilière urbaine, comme c'est le cas au Liban après l'explosion de Beyrouth.

En même temps, ce contrôle a un autre pilier de ce que nous appelons le néolibéralisme de la diversité, qui est l'intensification des valeurs libérales et individualistes et l'augmentation de la hiérarchie entre les femmes en ce qui concerne le revenu et l'emploi. Cette « autonomisation individuelle » est une autre expression du maquillage lilas du néolibéralisme.

Résister à la pandémie

L'émergence de la pandémie de Covid-19 s'est produite dans cette situation d'attaque profonde contre les peuples et d'exacerbation du conflit capital-vie. Le deuil, le contrôle et les mesures d'isolement social (même avec des profils différents entre le nord et le sud) ont rapidement modifié la dynamique économique et sociale.

Au moment initial de la pandémie ont émergé plusieurs débats sur des thèmes et des questions confinés antérieurement à certains secteurs, en particulier des mouvements sociaux. Les inégalités sociales, la violence à l'égard des femmes, le travail domestique et les soins, le besoin de services de santé publique et de politiques de protection sociale, la question de l'alimentation et le racisme sont devenus plus visibles. Le caractère destructeur du capitalisme a été élargi par les impacts de la pandémie, élargissant le débat sur la nécessité de défendre la vie et de ce qui est essentiel, et la problématisation de l'opposition entre économie et défense de la vie. Ce n'était pas et n'est pas un problème mineur, car les milieux d'affaires ont sans cesse réclamé la fin de l'isolement social et l'accès aux ressources de l'État. Nous avons vu à plusieurs reprises l'argument selon lequel le nombre de décès ne justifiait pas l'arrêt de l'économie, principalement parce que la plupart de ceux qui meurent sont âgés et que « ceux qui devraient mourir sont morts ». Cela nous donne une mesure de la cruauté et de la disqualification de la vie humaine, y compris avec les discours hygiénistes et eugénistes.

Au fur et à mesure que la pandémie avançait sur les pays du sud et sur les populations les plus pauvres, la situation devenait beaucoup plus grave face à l'insuffisance des politiques d'urgence, à l'impossibilité d'isolement social pour la majorité et, surtout, aux mauvaises conditions d'infrastructure des services de santé, d'approvisionnement en eau et de pénurie dans les pays qui dépendent des importations alimentaires.

La pandémie a augmenté le travail des femmes soignées à domicile, mais l'ensemble du travail en dehors de la sphère domestique dépend également des femmes, en grande partie des femmes racialisées. Ceci est le résultat de la division sexuelle et raciale du travail dans laquelle les femmes sont majoritaires dans les tâches qu'elles ne pouvaient pas arrêter, telles que les services de santé et les soins, les infirmières, les auxiliaires, le commerce etc. Les femmes sont la majorité des personnes qui travaillent dans le domaine de la santé et font face quotidiennement à la pandémie, avec des voyages intenses et un manque d'équipement de sécurité.

Les continents sont convulsés et nous avons subi plusieurs milliers de décès, dont la plupart sont concentrés aux États-Unis, au Brésil et en Inde, qui comptent déjà plus d'un demi-million de morts dans

chacun de ces territoires. À des niveaux plus modestes, d'autres pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique ont dû endurer la mort de milliers de personnes dans des conditions précaires et indigentes, parce que leurs gouvernements ne voulaient pas ou ne pouvaient pas mettre en œuvre des mesures sanitaires en fonction de la gravité de la situation.

Les différences de position des gouvernements face à la pandémie ont montré qu'il ne s'agit pas d'une catastrophe naturelle, mais dépend des conditions concrètes de la population dont les besoins sont garantis et de la manière dont les ressources et les actions sont mises en œuvre pour minimiser et contenir la pandémie. C'était évident le désastre des gouvernements négationnistes comme ceux de Trump et Bolsonaro. D'autre part, de nombreux gouvernements de pays disposant de peu d'infrastructure pour garantir les examens, les traitements et les hospitalisations ont agi avec une proposition rigide d'isolement social, y compris le recours à la violence. Cela a été et est très présent dans les gouvernements qui profitent de la situation pour contrôler l'opposition qui affronte leurs politiques néolibérales.

L'industrie pharmaceutique profite et contrôle les réponses à la pandémie et l'accès au vaccin, ce qui devrait être un droit. Ce sont des sociétés transnationales qui ont profité du virus, de la même manière que Bayer-Monsanto profitent de la production de poisons qui rendent les gens malades, tout en travaillant à la production de solutions médicales qui guérissent. L'initiative de la COVAX Facility, avec la présence de l'Organisation Mondiale de la Santé et de fondations d'entreprise, s'est consolidée en tant qu'organisatrice de la distribution de vaccins, de médicaments et d'autres intrants pour le diagnostic et la maîtrise de la pandémie. Cependant, ce ne sont pas les États qui tiennent le rôle principal dans ces processus décisionnels, mais les transnationales, qui privilégient leurs intérêts à la souveraineté des peuples.

C'est ce que nous identifions comme la capture d'entreprises d'organisations multilatérales. Tant que l'accès aux vaccins sera déterminé par la capacité économique, il n'y aura pas de droit à la santé. Il y a des pays, comme sur le continent africain, qui sont encore plus endettés pour pouvoir acheter des vaccins, ce qui génère encore plus d'instabilité économique et de précarité de la vie. Par conséquent, la violation des brevets a été l'ordre du jour des femmes et des mouvements populaires qui exigent la distribution de vaccins en fonction des besoins de la population. Faire de la santé un droit et non un business est ce qui a permis des réponses depuis la souveraineté des peuples. Cuba, qui souffre depuis des décennies du blocus économique états-unien, a réussi à développer et à produire son propre vaccin.

La pandémie a également été utilisée comme prétexte pour accroître la militarisation des territoires et la criminalisation des mouvements sociaux, pour ouvrir davantage les portes au pouvoir des sociétés transnationales et à l'endettement, pour attaquer les démocraties et pour étendre le contrôle des technologies de surveillance sur nos vies, nos territoires, notre travail. C'est un système qui veut que nous le servions en silence, démobilisées et surexploitées. C'est pourquoi nous sommes attaquées lorsque nous nous battons pour nos droits et notre autodétermination. La militarisation des territoires sert également le discours hygiéniste pour violer et tuer certains groupes et est alliée aux discours de « guerre contre les drogues » et aux valeurs fondamentalistes patriarcales et religieuses qui promeuvent la diabolisation, le racisme et la xénophobie auprès des peuples et communautés traditionnels, des migrants, des femmes et des enfants.

À travers le féminisme, les femmes remettent en question le capital

On assiste à un processus d'expansion du féminisme dans le monde entier, tant dans les actions et les mobilisations que dans la présence et le débat dans les réseaux sociaux. Ce processus est marqué par la participation massive de jeunes et de femmes issus des secteurs populaires. Un premier point à souligner est la formulation de l'imbrication des relations de classe, de l'hétéropatriarcat, du racisme et du colonialisme - cependant, ces dimensions ne sont pas nécessairement exprimées de manière cohérente dans les agendas politiques, se limitant souvent à des discours abstraits. Cependant, certains secteurs continuent à se concentrer sur des volets segmentés avec des demandes sectorielles ou thématiques.

La pensée néolibérale influence également des secteurs des mouvements sociaux et féministes, centrés principalement sur le discours de l'autonomisation individuelle, motivé par le "maquillage lilas" des entreprises et également présent dans les discours institutionnels, accompagnant les dynamiques et les relations avec les agences de financement qui encouragent les mouvements à devenir des ONG, en particulier dans le nord du monde. Parallèlement, dans les pays du Sud, l'esprit missionnaire est renforcé par de nouvelles formes de colonialité. Cette dynamique complexe de dépendance aux fonds génère la perte d'autonomie de nos mouvements.

Les secteurs qui composent le féminisme populaire, dont le MMF fait partie, se mobilisent contre les attaques de l'impérialisme, la militarisation et les tentatives de détruire la souveraineté des peuples et de criminaliser les combattantes et combattants sociaux. Cet agenda comprend la dénonciation des emprisonnements politiques et la condamnation des politiques des gouvernements qui violent les droits des peuples, ainsi que le bombardement impérialiste permanent de territoires comme la Syrie. Partout dans le monde, les femmes luttent contre la militarisation et l'occupation des territoires, et nous sommes solidaires de nos camarades vénézuéliennes, palestiniennes, cubaines et sahraouies qui résistent quotidiennement aux blocus, aux sanctions et à la violence.

La constitution d'un champs de féminisme populaire et anti-systémique est une tâche de la Marche Mondiale des Femmes depuis ses débuts, ce qui nous relie à l'histoire du féminisme. Il suffit de récupérer la trajectoire du 8 mars pour retrouver une mémoire de lutte de forte opposition au capitalisme. Au début du 20e siècle, les femmes délimitaient déjà leur compréhension du capitalisme comme un modèle qui cherchait à se développer dans le monde entier, dans tous les territoires, avec son caractère colonialiste, raciste et aussi de subordination des femmes – donc, patriarcal.

Le 8 mars est la date principale du mouvement des femmes et nous devons réfléchir à son sens et à sa vocation à construire un féminisme populaire et anti-systémique. Si nous partons de ce processus d'organisation des femmes du début du XXe siècle jusqu'à présent, nous pouvons voir que nous avons récupéré une grande partie de l'histoire des femmes, de ce qui ont été nos luttes de résistance au capitalisme et au colonialisme dans nos régions et territoires. Mais nous voyons aussi que le processus de construction féministe s'est complexifié et a élargi la perspective de transformation.

Dans la construction de ce mouvement, il est important de reconnaître qu'il y a eu des conflits et des points de vue différents, sur les relations de classe et la place de la lutte des femmes pour l'égalité dans les transformations sociales, ou plus tard les tensions pour une incorporation plus forte de la dimension raciale et de la sexualité. Mais c'est à partir de ces apprentissages que s'est formée une vision large de quels sont les défis pour la construction de l'égalité des femmes dans un monde marqué par la complexité des relations d'exploitation, d'oppression et de domination et par une grande variété dans la formation sociale des différents peuples. L'organisation des femmes travailleuses s'inscrit dans le cadre du défi historique de l'auto-organisation et de l'auto-émancipation des femmes, mais affirme également qu'il est essentiel de faire partie d'un mouvement global de la classe ouvrière en quête de transformation.

Nous diviser et nous fragmenter à partir des identités est une stratégie du capitalisme, qui attaque précisément la dimension principale que nous devons maintenir en tant que peuples de la classe ouvrière, qui est notre unité dans notre diversité, et ainsi assurer la pluralité sans perdre la dimension de classe. Chaque fois que la dimension de classe se perd, nous devenons plus vulnérables aux attaques du capitalisme.

Quand nous nions la fragmentation des identités, nous présentons notre constitution comme des sujets politiques de là où nous sommes : à partir des mouvements des femmes, du mouvement paysan, du mouvement noir, du mouvement écologique, de nos corps et sexualités dissidents, de nos territoires, des

partis politiques de gauche. Notre constitution en tant que sujets politiques et protagonistes de notre histoire est ce qui nous donne le fil conducteur d'un projet de transformation.

Nous renforçons la perspective d'une organisation permanente des femmes, qui est ce qui donne corps au mouvement et nous permet de réaliser des transformations réelles, profondes et radicales. Le féminisme n'est pas seulement un « récit » différent. C'est un mouvement populaire, collectif, en action. Nous nous sommes donné pour mission de changer le monde et la vie des femmes dans un même mouvement, capable de placer la durabilité de la vie au centre.

Aujourd'hui, nous vivons dans le monde un moment singulier en tant que femmes, au-delà de ce que nous reconnaissons déjà en tant que militantes, en tant que créatrices du mouvement des femmes et de la lutte élargie des femmes depuis le féminisme populaire. Au sein des mouvements sociaux et des secteurs qui luttent contre le capitalisme, on reconnaît davantage comment, au sein de la classe ouvrière, nous, les femmes, sommes de plus en plus attaquées par l'exploitation et le contrôle capitalistes. Par conséquent, il n'y a aucun moyen de constituer une politique anti-impérialiste et anticapitaliste sans intégrer le féminisme et sa lutte anti-patriarcale, antiraciste et anticoloniale.

Nos revendications passent aussi par la lutte contre la faim, contre le génocide, contre toutes les guerres et la tyrannie de l'autoritarisme du marché, et nous sommes sûres que nous serons des millions dans la lutte pour la défense de la durabilité de la vie. Lorsque nous parlons de durabilité de la vie, nous parlons d'égalité et d'harmonie entre les humains et les humaines, entre les êtres humains et la nature. Nous parlons alors de transformation.

Nos dernières étapes et nos défis

En octobre 2020, la Marche Mondiale des Femmes a complété 20 ans de résistance et a clôturé sa 5ème Action Internationale, rassemblant virtuellement des femmes du monde entier pour renforcer les stratégies de lutte et construire des alternatives globales. [De ce processus sont nées les systématisations de chaque région : Afrique, Europe, Asie et Pacifique Sud, Moyen-Orient et Afrique du Nord, Amériques](#). Peu après, le contexte de la pandémie nous a poussés à créer de nouvelles formes d'action, en tirant parti de ce que les outils virtuels nous permettent de faire, avec la communication et la connexion entre nous.

En outre, depuis l'année dernière, nous construisons avec Grassroots Global Justice, Grassroots International et Indigenous Environmental Network le processus de l'École Internationale de Formation Féministe "Berta Cáceres". Entre avril et juillet 2021, la première édition de l'École a réuni des compagnes du monde entier dans un processus intense de formation féministe pour l'organisation et la mobilisation. Cela est un espace pour approfondir et élargir notre débat sur l'économie féministe en tant que projet politique qui nous permet d'articuler des alternatives pour la défense de la vie.

Un autre processus ayant un grand impact sur la connexion de nos luttes est lié à notre communication. La décentralisation de la communication internationale au Brésil a permis de reprendre le rôle de communication et d'augmenter la visibilité de la Marche, ainsi que le dialogue avec d'autres mouvements pour construire des contenus et des campagnes d'intérêt commun.

Dans le cadre de cette stratégie, [nous avons créé, début 2021, le portail Capire, un outil de communication féministe](#) pour connecter et faire écho aux voix des femmes en mouvement, en donnant de la visibilité aux



luttés et aux processus organisationnels. Il s'agit d'une initiative de la MMF en dialogue avec des femmes de mouvements alliés, tels que Via Campesina et Amis de la Terre International.